



Assemblée générale

Cinquante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
19 octobre 2004
Français
Original: russe

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 16^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 26 octobre 2004, à 10 heures

Président : M. Droba. (Slovaquie)

Sommaire

Point 77 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

Débat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

04-54174 (F)



En l'absence de M. Swe (Myanmar), M. Droba (Slovaquie) assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 77 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite)

1. **Mme El Alaoui** (Maroc), parlant au nom du Mouvement des pays non alignés, réaffirme la position de celui-ci à l'égard des opérations de maintien de la paix de l'ONU, à savoir que lors de la création de toute nouvelle opération ou lors de la prolongation d'un mandat existant sur la base du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, il faut non seulement obtenir le consentement des parties, mais recourir à la force uniquement en cas de légitime défense. L'impartialité, des mandats clairement définis et un financement assuré sont des éléments indispensables au succès de toute mission. Par ailleurs, les activités de maintien de la paix ne peuvent pas remplacer un règlement définitif, ni les mesures visant à éliminer les causes profondes des conflits.

2. À l'heure actuelle, la communauté internationale se trouve dans une situation critique : elle fait face à des problèmes difficiles consistant à répondre à des besoins croissants de personnel de maintien de la paix, de soutien logistique et de ressources financières. C'est pourquoi le Mouvement demande que l'on réexamine le niveau de l'autorisation de dépenses avant mandat et que l'on augmente les stocks de développement stratégique afin de permettre le déploiement rapide de nouvelles missions. Il faut également accroître l'effectif de la police civile spécialisée disposant des qualifications nécessaires et renforcer la coopération entre les pays fournissant des contingents, le Conseil de sécurité et le Secrétariat. Le groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix doit se réunir plus fréquemment avec les pays fournissant des contingents, en particulier aux premiers stades de la planification d'une opération.

3. Il faut faciliter la prise de mesures permettant de renforcer les activités régionales de maintien de la paix, notamment en Afrique, tout en préservant la primauté de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Face à la montée des menaces contre le personnel de l'ONU, il faut accorder une attention soutenue aux questions de collecte et d'analyse d'informations sur le terrain afin d'assurer la

protection et la sécurité de ce personnel. S'agissant de la nécessité de rembourser les pays fournissant des troupes, il est essentiel que les États Membres versent les contributions mises en recouvrement intégralement, ponctuellement et sans conditions. Les membres du Mouvement attachent également de l'importance au problème de la disproportion entre pays développés et pays en développement en ce qui concerne la mise à disposition de personnel et de matériel pour des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

4. **M. Mekdad** (République arabe syrienne), s'associant à la déclaration faite par le représentant du Maroc au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que les opérations de maintien de la paix de l'ONU ont obtenu bien des résultats positifs et ont réglé de nombreux problèmes. Cela confirme le rôle central de l'ONU en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les opérations de maintien de la paix occupent une large place dans la réduction des tensions et la création de conditions favorables à la consolidation de la paix. Malgré la complexité croissante des tâches qu'elles affrontent, ces opérations continuent de les accomplir avec succès. Des résultats remarquables ont été atteints grâce à elles en Sierra Leone, au Timor-Leste, en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres régions du monde. Toutefois, il ne faut pas considérer les activités de maintien de la paix comme remplaçant le règlement définitif des conflits, qui n'est possible que grâce à l'élimination de leurs causes profondes.

5. Ayant commencé ses opérations de maintien de la paix il y a un demi-siècle au Moyen-Orient, l'ONU les poursuit toujours, car Israël continue de fouler aux pieds les résolutions adoptées par la communauté internationale. La Syrie soutient le déploiement rapide des opérations de maintien de la paix et le remboursement, sans tarder, des dépenses des pays fournissant des contingents et souligne qu'il faut respecter les règles gouvernant la conduite des opérations de maintien de la paix, appliquer strictement leur mandat et respecter les principes de l'ONU. Il est également important d'élaborer des mandats clairs et réalistes sans faire deux poids, deux mesures; il faut aussi renforcer les procédures et mesures destinées à assurer la protection et la sécurité du personnel de maintien de la paix. En outre, il faut instaurer un partenariat trilatéral réel entre le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les pays fournissant des contingents en ce qui concerne la planification, la

préparation et la conduite des opérations de maintien de la paix.

6. **M. Leong** Yue Kheong (Singapour) dit que l'élargissement considérable des opérations de maintien de la paix observé récemment exige des contingents militaires et des ressources financières supplémentaires de la part des États Membres. On manque toujours de capacité militaire dans des domaines spécialisés comme le transport aérien, la logistique, les services médicaux sur le terrain, voire la connaissance des langues locales. La protection des Casques bleus et du personnel civil participant aux activités de l'ONU deviendra de plus en plus importante. Malgré les progrès considérables accomplis par le Département des opérations de maintien de la paix, Singapour souhaite appeler l'attention sur les domaines d'activité dont il faut s'occuper d'urgence.

7. Premièrement, il faut renforcer les mesures de protection du personnel des Nations Unies, y compris les civils et les volontaires, car cela a une importance exceptionnelle pour l'amélioration de leur moral et de l'efficacité des opérations, ainsi que pour le rehaussement de l'autorité de l'ONU elle-même. À ce propos, il faut évoquer la création de sections d'analyse unifiées au sein des missions. En plus des informations recueillies sur le terrain, il faut continuer de se renseigner sur des menaces potentielles grâce à l'assistance d'autres organisations et évaluer régulièrement les menaces et les risques qui surgissent au cours de la conduite des opérations.

8. Deuxièmement, il faut chercher à accroître le caractère pluridimensionnel des opérations de maintien de la paix. Il faut s'efforcer dès le départ de synchroniser les activités de maintien et de consolidation de la paix en vue de gérer ces processus inséparables dans le cadre d'une même opération complexe. Outre la planification, cela englobe la mobilisation des ressources, la formation professionnelle, la préparation et les mesures de sécurité. La formation complète du personnel militaire, civil et de police est l'une des conditions essentielles à la mise en place de forces ayant une pleine capacité.

9. Troisièmement, il faut accélérer le déploiement des opérations de maintien de la paix. On peut améliorer la préparation au déploiement en renforçant la base logistique et en augmentant les stocks de déploiement rapide. On peut faciliter ce processus en

organisant la formation d'un personnel de qualité prêt à travailler dans des opérations complexes. Dans ce contexte, il faut accorder de l'attention à l'activité des différents centres régionaux de formation. L'expérience de la Commission de défense et de sécurité de la Communauté de développement des États d'Afrique occidentale (CEDEAO) et l'utilisation de ses unités de réserve, équipées et prêtes au déploiement en Afrique occidentale, constituent un exemple utile à cet égard. Il faut également simplifier le fonctionnement des mécanismes d'autorisation de dépenses avant mandat pour les opérations de maintien de la paix. Le maintien de la paix exige de la patience et il faut donc évaluer avec réalisme le temps qu'il faut pour atteindre les objectifs.

10. **M. Kitaoka** (Japon) dit que les opérations de maintien de la paix sont un moyen efficace de contribuer au règlement des conflits. En plus du versement de contributions pour de telles opérations, le Gouvernement japonais fournit également des contingents militaires et d'autre personnel pour ces opérations et leur apporte un soutien financier et matériel. Il participe également à des activités visant à faciliter les processus de paix et la consolidation de la paix. Dernièrement, on observe une augmentation considérable du nombre des opérations de maintien de la paix, notamment en Afrique, ce qui exige le renforcement de la coopération entre les États Membres, et non seulement entre ceux qui fournissent des contingents militaires, mais aussi entre ceux qui leur apportent un soutien financier, et le Japon est fermement résolu à assumer ses obligations à cet égard en tant que membre responsable de la communauté internationale. Le Gouvernement japonais est d'avis qu'il faut veiller à une gestion efficace des opérations et étudier les possibilités d'une répartition plus souple des ressources entre les opérations conduites dans la même région. Il faut également revoir périodiquement l'effectif des missions et le réduire à mesure qu'elles accomplissent leur mandat.

11. La communauté internationale doit se rendre compte que toutes les missions ne réussissent pas à atteindre les objectifs qui leur sont fixés et admettre que la réalisation des opérations complexes et pluridimensionnelles, qui comportent des éléments de consolidation de la paix, ne va pas sans difficulté. La communauté internationale doit procéder à une analyse globale de la réalisation de ces opérations complexes et

élaborer la politique et la stratégie nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

12. Compte tenu de ces observations, le Japon voudrait souligner l'importance exceptionnelle d'une interaction efficace entre les activités menées par les gouvernements et les peuples des régions où se déroulent les conflits et la coopération de la communauté internationale. Ainsi, dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les pays africains ont lancé leurs propres initiatives en matière de développement, tout en préservant des liens de partenariat étroits avec la communauté internationale. De l'avis du Japon, il serait opportun de tirer parti du potentiel des organisations régionales et sous-régionales. Il apprécie hautement les initiatives de la CEDEAO en matière de règlement des conflits en Afrique occidentale, ainsi que les efforts de l'Union africaine en faveur du processus de paix au Burundi et à Darfour.

13. Il faut également renforcer le partenariat en matière de consolidation de la paix avec les groupes de pays travaillant sur le terrain et les institutions de Bretton Woods. Le Japon estime qu'il est essentiel de créer des entreprises propres à contribuer au développement durable et de faciliter le développement industriel dans les régions sortant d'un conflit, et examiner la possibilité de recourir plus largement à l'expérience et aux compétences du secteur privé pour atteindre ces objectifs.

14. Compte tenu de la grande importance des changements qui se produisent dans les activités de maintien de la paix et de la coopération avec d'autres organisations compétentes, le Japon entend organiser un séminaire sur la coopération dans le domaine du maintien de la paix et les exigences auxquelles doit répondre le personnel de ces opérations. Le Japon souligne qu'il faut continuer à appliquer la résolution 56/293 de l'Assemblée générale qui invite instamment le Secrétaire général à prendre des mesures urgentes pour améliorer la représentation des États Membres sous-représentés ou non représentés lors du recrutement de personnel pour le Département des opérations de maintien de la paix.

15. **M. Wali** (Nigéria) fait observer que des changements positifs sont intervenus au Département des opérations de maintien de la paix à l'issue des travaux du Groupe Brahimi. Les opérations de maintien de la paix peuvent réussir uniquement si l'on

continue à adopter une approche et une stratégie d'ensemble. Le Nigéria demeure attaché aux principes du règlement des tensions internes par des moyens pacifiques.

16. Comme la pauvreté est l'une des causes de l'éclatement des conflits, le Nigéria appuie la participation des institutions de Bretton Woods, en collaboration avec les institutions du système des Nations Unies, aux programmes de prévention des conflits et de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.

17. Le Nigéria apprécie hautement le renforcement de la capacité du Département des opérations de maintien de la paix à accélérer le déploiement des opérations de maintien de la paix dans des conditions extrêmement difficiles. L'orateur l'invite à utiliser à bon escient les fichiers de personnel civil appelable pour remplir des vacances dans les missions en cours.

18. La délégation nigériane note l'amélioration constante des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Il faut que le Secrétariat dispose des ressources nécessaires à leur exécution. Le Nigéria invite les États Membres et la communauté internationale à apporter un soutien efficace à la réalisation du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion au Libéria et en Guinée-Bissau afin d'instaurer une paix durable dans ces pays.

19. Comme la Charte des Nations Unies reconnaît le rôle vital joué par les organisations régionales et sous-régionales dans le règlement des conflits, le maintien et la consolidation de la paix, le Nigéria invite l'ONU à renforcer le potentiel de ces organisations. L'expérience de la CEDEAO en matière de règlement des crises confirme l'efficacité de ces opérations de maintien de la paix par rapport à leur coût.

20. Le Nigéria se félicite de la constitution d'un groupe de travail spécial pour la prévention et le règlement des conflits en Afrique et estime qu'elle témoigne de la volonté de l'ONU de renforcer sa coopération avec l'Union africaine et d'autres organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité sur le continent.

21. Le Nigéria apprécie hautement l'entraide et la coopération entre l'ONU et la CEDEAO concernant le maintien et la consolidation de la paix au Libéria, en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone. La CEDEAO a pu

résoudre des problèmes humanitaires complexes dans la région grâce à la coopération et l'assistance active de l'ONU.

22. La délégation nigériane se préoccupe de la question de la protection de la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. À ce propos, le Nigéria condamne l'attaque contre le bureau des Nations Unies à Bagdad et approuve la proposition tendant à créer un système de sécurité unifié.

23. L'efficacité des opérations de maintien de la paix dépend dans une large mesure de la capacité des pays fournissant des contingents à déployer rapidement et effectivement leurs troupes. Malheureusement, la majorité des pays en développement qui fournissent des contingents militaires ne sont toujours pas à même de déployer leurs troupes dans les délais recommandés.

24. Le Nigéria apprécie hautement les efforts du Département en faveur de l'élaboration d'une politique et d'une stratégie d'ensemble dans le domaine de la formation professionnelle des composantes militaire, civile et de police des opérations de maintien de la paix et de sa coordination.

25. **Mme Maso** (Afrique du Sud) souligne la grande qualité de l'exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix dans lequel il décrit les nombreux problèmes que le Secrétariat doit résoudre pour garantir le déploiement efficace des opérations de maintien de la paix, leur gestion et les appuis nécessaires. Malgré tous leurs problèmes et leurs insuffisances, les opérations de maintien de la paix continuent à faire une contribution précieuse et vitale au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elles sont conduites dans des conditions difficiles dans des pays comme la République démocratique du Congo, Haïti, le Burundi, la Côte d'Ivoire et dans d'autres pays et donnent de l'espoir à des millions de personnes vivant dans les régions touchées par les conflits. Cela démontre de manière convaincante que ces opérations sont nécessaires et qu'elles jouent un rôle central dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

26. La délégation sud-africaine note la multiplication rapide des missions de maintien de la paix et se demande avec inquiétude comment on pourra leur fournir tout ce qu'il leur faut. Les États Membres doivent se poser la question de savoir s'ils font tout pour la réalisation heureuse de ces missions. Cette question est essentielle pour les efforts destinés à faire

des activités de maintien de la paix un outil efficace. Tout le monde sait que la majorité des pays en développement souhaitent faire une contribution à ces activités mais qu'ils n'ont pas la capacité nécessaire, alors que les pays développés, qui en disposent, ne manifestent pas la volonté politique voulue. Il est grand temps d'éliminer ces insuffisances grâce à un partenariat permettant de régler le problème de l'approvisionnement matériel et technique des contingents militaires.

27. La délégation de l'orateur note la proposition intéressante du Secrétaire général adjoint concernant les accords trilatéraux entre l'ONU, des pays fournissant des contingents et des pays donateurs et pense que ces propositions méritent un examen approfondi. Elle prend acte des variantes décrites par M. Guéhenno en ce qui concerne l'amélioration du déploiement rapide et efficace du potentiel de maintien de la paix de l'Organisation et voudrait obtenir des informations plus détaillées concernant les variantes de constitution d'une réserve stratégique comprenant également du personnel civil. La délégation sud-africaine est persuadée que les activités de maintien de la paix ne doivent pas être une fin en soi, mais viser au contraire à créer des conditions favorables au développement socioéconomique et à une gestion efficace de l'État. Les principales causes des conflits en Afrique sont essentiellement d'ordre économique : la lutte pour l'accès aux ressources naturelles ou pour leur exploitation. C'est pourquoi la délégation sud-africaine préconise une approche globale aux activités de maintien de la paix conformément à laquelle la consolidation de la paix est envisagée dès le déploiement d'une opération. Des projets à rendement rapide pourraient servir de base à ces activités.

28. Fréquemment, une fois les Casques bleus partis, les conflits reprennent. Les opérations de maintien de la paix doivent donc inclure des spécialistes en matière d'activités d'après conflit et disposer des ressources nécessaires à cet effet afin d'assurer un passage harmonieux du maintien de la paix à sa consolidation. La délégation sud-africaine est consciente de l'importance d'une approche globale, en particulier en ce qui concerne les activités financées grâce à des contributions volontaires. Dans de nombreux cas, les résultats positifs obtenus au cours des missions ont été réduits à néant en raison de l'absence de progrès financés par de telles contributions.

29. Les opérations de maintien de la paix entraînent des dépenses énormes et si on décide d'en créer, il faut tout faire pour assurer leur succès. C'est pourquoi l'Afrique du Sud se prononce en faveur de l'augmentation des stocks de déploiement stratégique et de l'amélioration des modalités d'autorisation de dépenses avant mandat afin de réduire la période qui s'écoule entre l'approbation du mandat et le déploiement effectif de la mission. La délégation sud-africaine voudrait également se référer au problème posé par les interprétations différentes des mémorandums d'accord entre le Siège, d'une part, et les services sur le terrain, de l'autre, ce qui a une incidence néfaste sur la participation des pays fournissant des contingents. L'Afrique du Sud accueillerait favorablement une recommandation du Secrétaire général tendant à améliorer la coordination dans ce domaine.

30. L'Afrique du Sud pense que l'une des innovations les plus importantes en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales introduites après la fin de la guerre froide réside dans la conception de la responsabilité commune de l'ONU et des organisations régionales pour le règlement effectif des conflits dans différentes régions du monde. Le Conseil de sécurité peut utiliser les organisations régionales à cette fin étant donné leur proximité aux conflits concrets et leur compréhension approfondie de la nature de ceux-ci. Dans bien des cas, les organisations régionales peuvent développer plus rapidement leurs activités que l'ONU. Par exemple, l'Union africaine a été la première à venir en aide aux peuples du Burundi et de Darfour.

31. De l'avis de la délégation sud-africaine, les États Membres devront déterminer rapidement et nettement comment l'ONU peut utiliser les organisations régionales qui sont prêtes à lui apporter leur aide. La communauté internationale a demandé à l'Union africaine d'élargir sa présence à Darfour, mais sans déclarer jusqu'ici qu'elle était prête à affecter des ressources à cet effet.

32. **M. Kim** Sam-hoon (République de Corée) dit que son pays attache une grande importance aux opérations conduites par l'ONU en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'autorité de l'Organisation aux yeux des peuples qui y sont représentés est déterminée avant tout par la manière dont elle mène ces opérations. La République de Corée participe activement à des missions dans différents

pays du monde, entre autres en Somalie, en Angola, au Sahara occidental et au Timor-Leste.

33. De nos jours, la demande d'opérations de maintien de la paix dépasse les possibilités de l'ONU ou de toute organisation régionale ou sous-régionale. Avec la constitution de nouvelles forces de maintien de la paix au Soudan et l'élargissement des contingents en Haïti et en République démocratique du Congo, l'effectif total du personnel de maintien de la paix de l'ONU dépassera le niveau le plus élevé atteint en 1993, c'est-à-dire 78 000 personnes. Le mandat des opérations de maintien de la paix devient de plus en plus complexe, incorpore de plus en plus souvent des aspects politiques, économiques et sociaux et envisage la participation de différents partenaires. Le problème majeur, c'est de savoir comment relever des défis d'une ampleur et d'une complexité croissantes avec les ressources limitées de l'Organisation. De l'avis de la République de Corée, la solution de ce problème exige au premier chef le renforcement du potentiel opérationnel de l'ONU. À cette fin, il faut non seulement accroître les ressources mises à disposition, mais améliorer constamment la formation du personnel des missions et l'efficacité du soutien apporté par le Siège.

34. La coopération entre l'ONU et les organisations régionales revêt une importance exceptionnelle. Cela est confirmé par les exemples de coopération réussie avec l'Union africaine, la CEDEAO, l'Union européenne, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la Communauté des Caraïbes au Libéria, en Côte d'Ivoire, au Burundi, au Soudan, au Kosovo, en Haïti et en Afghanistan. La République de Corée estime qu'il faut s'employer à renforcer le rôle des organisations régionales et à mieux utiliser leurs avantages comparatifs d'une manière complémentaire aux efforts de l'ONU, afin de rendre les opérations de maintien de la paix plus efficaces. À ce propos, l'orateur invite le Département des opérations de maintien de la paix à déterminer la répartition optimale des fonctions entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales.

35. Comme les besoins en opérations de maintien de la paix sont de loin les plus élevés en Afrique, il faut renforcer le potentiel des États d'Afrique en la matière. C'est pourquoi la délégation de l'orateur accueille avec satisfaction et soutient les initiatives de l'Union africaine et des organisations sous-régionales africaines.

destinées à renforcer le potentiel en matière de prévention, de gestion et de règlement des conflits sur le continent africain. Ces efforts méritent d'être encouragés et appuyés de toutes les manières possibles par l'ONU. La République de Corée pense, elle aussi, que la consolidation de la paix doit faire partie intégrante des mandats des opérations. Le succès de ces opérations doit être défini non seulement comme la fin des hostilités, mais comme le rétablissement irréversible et durable de la paix. L'exemple d'Haïti montre que cela est impossible sans une administration, un développement et une réconciliation effectives et en l'absence d'organismes et d'institutions garantissant la primauté du droit.

36. Plus récemment, on a observé une tendance à l'inclusion dans le mandat des missions de tâches toujours plus nombreuses, allant du désarmement et de la démobilisation des combattants au rétablissement de l'état de droit et de la prise en compte des questions relatives à l'égalité entre les sexes. Cela permet sans doute de contribuer à l'instauration d'une paix durable reposant sur des bases plus solides, mais en chargeant les opérations de maintien de la paix de tâches pluridimensionnelles et plus complexes, on les oblige à travailler à la limite de leurs possibilités et on crée des problèmes de coordination entre les différents participants aux activités sur le terrain, qui peuvent avoir des mandats et des procédures institutionnelles différentes. C'est pourquoi la République de Corée estime qu'il serait opportun de déterminer comment la complexité accrue des mandats des missions se répercute sur leur efficacité opérationnelle.

37. Étant donné l'augmentation rapide de la demande d'opérations de maintien de la paix, l'ONU fonctionne également à la limite de ses possibilités dans ce domaine, ce qui est aussi le cas des États Membres en ce qui concerne la fourniture du personnel et d'un appui financier. Il faut donc que les États Membres manifestent un engagement solide en faveur des activités de maintien de la paix, ce qui exige que le Conseil de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix associent les principales parties intéressées à la prise des décisions, en particulier les pays qui sont à même de fournir leurs troupes et ceux qui supportent le gros du fardeau financier. Pour terminer, la délégation de l'orateur rend hommage à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie en faisant leur devoir dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

38. **Mme Laohaphan** (Thaïlande) dit qu'à l'heure actuelle, les opérations de maintien de la paix de l'ONU concernent de plus en plus souvent des conflits interethniques d'une complexité croissante qui ont un effet destructeur sur la situation économique et sociale des pays affectés et entraînent de graves violations des droits de l'homme. Outre le règlement des conflits, les activités de maintien de la paix comportent une assistance en matière d'édification de la nation et dans beaucoup d'autres domaines. Elles exigent une approche globale qui ne se limite pas au règlement des conflits, mais vise également à assurer un développement durable et la stabilité.

39. Comme les fonctions des opérations de maintien de la paix actuelles ne cessent de se multiplier et de se compliquer, il faut parvenir à une coordination plus étroite des efforts de toutes les institutions des Nations Unies, de la société civile et des pays fournissant des contingents. La Thaïlande apporte son soutien à de nombreuses opérations de l'ONU, en particulier dans le domaine de l'aide humanitaire et de l'édification de la nation après les conflits, et entend poursuivre ces activités en coopération étroite avec l'ONU. La Thaïlande n'a cessé de préconiser une approche multilatérale et l'élargissement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, compte tenu des caractéristiques particulières de chaque région. L'ONU doit s'employer à associer plus étroitement les organisations régionales aux activités de règlement des conflits, car elles comprennent mieux toute la complexité des problèmes de leur région. À titre d'exemple, on peut citer les activités réussies de la CEDEAO et de l'Union africaine dans le règlement des conflits au Libéria et au Soudan. D'ici à 2020, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) entend créer une communauté de défense appelée à jouer le rôle principal en ce qui concerne l'assistance aux opérations de maintien de la paix de l'ONU dans la région.

40. Le succès des opérations de maintien de la paix est tributaire de nombreux facteurs, dont l'un des plus importants réside dans la capacité à réagir rapidement aux crises en utilisant à cet effet un personnel bien préparé et équipé avec tout le matériel nécessaire. À ce propos, la délégation thaïlandaise se félicite des efforts du Secrétaire général en faveur du renforcement des systèmes des forces et moyens en attente et des stocks de déploiement stratégique.

41. Figurant parmi les 102 pays qui participent à des opérations de maintien de la paix de l'ONU, la Thaïlande voudrait réaffirmer son ferme attachement à la coopération future dans ce domaine. La Thaïlande ne manquera pas de soutenir, dans la limite de ses moyens, les activités de l'Organisation en matière de maintien de la paix.

42. **M. Choisure** (Mongolie) pense comme le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix que l'Organisation est appelée à résoudre plusieurs problèmes difficiles que soulèvent les opérations de maintien de la paix. Bien que le Département des opérations de maintien de la paix ait obtenu des progrès considérables en ce qui concerne la réforme et le renforcement du potentiel de l'Organisation en la matière, l'ampleur et la complexité des nouvelles opérations, ainsi que la demande croissante dans ce domaine, posent à l'Organisation des problèmes extrêmement difficiles quant à la manière de conduire ces activités à l'avenir.

43. En effet, la demande à l'égard des activités de maintien de la paix de l'ONU est montée en flèche, comme le montre de manière convaincante la création de quatre nouvelles opérations au cours des seuls 12 derniers mois. Il faut malheureusement constater que l'éclatement de nouveaux conflits et le renouvellement des anciens dans différentes régions du monde ne peuvent manquer de rendre ces opérations plus nombreuses.

44. La distinction existant précédemment entre les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix s'est trouvée brouillée. De nos jours, les opérations sont devenues extrêmement complexes et comprennent une large gamme d'activités telles que l'organisation et l'observation des élections, le rapatriement et la réintégration des réfugiés, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants et le déminage, et la liste n'est pas épuisée. Les opérations de maintien de la paix n'ont pas pour objet de fournir une assistance temporaire, mais de créer les conditions nécessaires à l'instauration d'une paix durable, ce qui n'est réalisable, comme le montre l'expérience, qu'à condition de conduire une large gamme d'activités allant du désarmement à la réinsertion.

45. Ces facteurs sont l'explication naturelle de l'augmentation des besoins en moyens techniques, en ressources financières et en personnel de toutes

catégories, en particulier de personnes ayant des compétences professionnelles, ce qui rend les ressources existantes tout à fait insuffisantes. L'un des moyens concrets d'alléger le fardeau de l'Organisation consiste à renforcer la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales. À ce propos, la Mongolie se félicite des initiatives entreprises à cet effet, en particulier la coopération entre l'ONU et la CEDEAO, l'Union européenne et l'ASEAN, entre autres. Il faut également examiner la possibilité d'accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix par rapport aux dépenses qu'elles entraînent, en particulier en accordant une plus grande attention au développement des capacités locales.

46. La délégation mongole prend également acte de l'initiative visant à créer une réserve permanente pour l'Organisation grâce à la formation et au maintien d'unités entraînées et équipées d'avance qui, en attendant d'être déployées, se trouveraient sous le commandement du pays qui les fournit. À son avis, cette conception, de même que toute révision fondamentale du système actuel des forces et moyens en attente, exigent un examen minutieux par toutes les parties intéressées et ne peuvent être acceptées qu'en présence d'un large consensus.

47. Étant donné les défis qui se posent actuellement au personnel du maintien de la paix de l'Organisation, la délégation mongole attend avec intérêt les conclusions du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, qui seront présentées durant l'année en cours. Par ailleurs, cela ne doit pas empêcher les délégations de commencer un échange sincère et ouvert de vues sur l'amélioration future des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects dans le cadre de la Commission, qui, mieux que toute autre instance, permet d'examiner à fond l'ensemble de ces questions.

48. Depuis le milieu des années 90, la Mongolie prend des mesures résolues pour accroître son potentiel de maintien de la paix et a atteint des progrès considérables à cet égard. En 1999,.... elle a signé avec l'ONU un mémorandum d'accord concernant sa participation au système des forces et moyens en attente. En 2002, elle a adopté une loi relative à la participation de personnel militaire et de police aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à d'autres opérations internationales qui définit le cadre juridique national pour la participation de troupes mongoles.

49. L'assistance fournie par l'ONU, en particulier le Département des opérations de maintien de la paix, et par des partenaires bilatéraux de la Mongolie a joué un rôle décisif dans la mise en place d'un potentiel de maintien de la paix au sein des forces armées mongoles. Dans ce contexte, il faut noter la grande importance des stages de formation organisés par le Département. Les officiers mongols qui ont suivi l'enseignement donné au cours de ces stages servent à l'heure actuelle dans des contingents au Sahara occidental et en République démocratique du Congo, ou exercent des fonctions importantes liées aux opérations de maintien de la paix au Ministère de la défense ou au sein de l'état-major général des forces armées mongoles.

50. De son côté, le Gouvernement mongol prend également plusieurs mesures destinées à renforcer le potentiel de la Mongolie. En collaboration avec la Belgique, les États-Unis et plusieurs pays de la région de l'Asie et du Pacifique, on a organisé des stages sur le terrain à l'intention du personnel de maintien de la paix. En outre, la Mongolie a créé un centre régional de formation qui a organisé en juin 2004 des activités d'enseignement avec la participation de contingents de la Chine, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France, dont le but principal consistait à former les contingents participants aux méthodes et aux procédures nécessaires à un travail effectif, compte tenu du large éventail des situations et des menaces auxquelles fait face le personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU. La Mongolie est prête à participer aux opérations menées sous l'égide de l'ONU ou dans le cadre de coalitions sanctionnées par le Conseil de sécurité.

51. **M. Naseer** (Pakistan) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Maroc au nom du Mouvement des pays non alignés et dit que le Pakistan a fourni le contingent militaire le plus important pour des opérations de maintien de la paix de l'ONU (à l'heure actuelle, plus de 8 000 militaires pakistanais servent dans le cadre de telles opérations et vers le début de l'année 2005, leur effectif sera sensiblement supérieur à 10 000 personnes), ce qui témoigne de manière éclatante de l'attachement indéfectible du Pakistan au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Depuis quelque temps, les crises deviennent de plus en plus complexes et rendent les activités de maintien de la paix de l'ONU plus difficiles : elles exigent de plus en plus fréquemment

une approche plus complexe qui englobe des aspects sociaux, économiques, judiciaires et autres. Les activités de maintien et de consolidation de la paix sont plus que jamais liées entre elles. La demande pour les services des Casques bleus de l'ONU ne cesse d'augmenter : on constate actuellement un accroissement sans précédent tant du nombre du personnel de maintien de la paix déployé sur le terrain que de l'ampleur des ressources financières, administratives et logistiques nécessaires pour les appuyer. Il faut s'attendre à ce que les besoins en opérations de maintien de la paix continuent à augmenter. Face aux problèmes posés par cette évolution, le Pakistan a organisé deux débats publics sur ces questions, qui ont permis de mieux informer sur les problèmes auxquels on se heurtera dans le contexte des opérations futures de maintien de la paix et de mobiliser l'appui des membres de l'Organisation à la solution de ces problèmes.

52. Il faut améliorer aussi bien la planification globale des missions que les activités visant à les soutenir. Il n'est pas moins important d'assurer la protection et la sécurité du personnel et, dans ce contexte, le Pakistan souligne l'importance des mesures opérationnelles de renseignement sur le terrain et entend participer, avec d'autres États, au réexamen des conditions de service du personnel civil de l'ONU déployé sur le terrain. S'agissant de la nécessité d'intégrer des éléments de consolidation de la paix dans les mandats des opérations de maintien de la paix, qui a été évoquée par M. Guéhenno, l'orateur est un partisan convaincu d'une approche globale reposant sur une coordination plus étroite des efforts des principaux organes et du Secrétariat de l'ONU. La proposition du Pakistan tendant à créer des comités spéciaux communs représenterait une base solide pour l'intégration effective des éléments du maintien et de la consolidation de la paix au stade de la planification et de l'exécution des missions.

53. Face à l'ampleur croissante des activités de maintien de la paix de l'ONU, l'organisation de la formation professionnelle revêt une importance exceptionnelle. Dans ce contexte, il est essentiel de tirer parti de la riche expérience en la matière accumulée par les pays fournissant les contingents les plus importants. La délégation pakistanaise entend présenter un projet de résolution consacré à l'élargissement rapide des activités de maintien de la

paix et aux problèmes fondamentaux qu'elles soulèvent.

54. Le Pakistan s'est toujours prononcé en faveur de la coopération trilatérale entre les pays fournissant des contingents, le Conseil de sécurité et le Secrétariat et, à ce propos, continue de préconiser l'organisation de séances privées du Conseil de sécurité avec la participation des pays fournissant des contingents, et demande instamment au groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix de continuer à inviter ces pays à participer à ses délibérations, notamment lorsqu'elles portent sur les activités de missions concrètes.

55. Comme par le passé, le Pakistan demeure attaché aux activités de maintien de la paix, étant donné qu'il figure parmi les pays qui accueillent l'une des missions de maintien de la paix les plus anciennes – le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan, qui peut jouer un rôle extrêmement important dans le contexte des mesures de confiance dans la région et en contribuant à faire avancer le processus de paix et la défense des droits de l'homme au Cachemire. Le Pakistan est l'un des participants les plus anciens et les plus fidèles aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation et lui fournit les contingents les plus nombreux. Il a joué un rôle important dans la mise en place de ces activités et espère qu'elles serviront à atteindre les objectifs collectifs de l'ONU et des peuples des pays qui y sont représentés.

56. **M. Berry** (Canada), parlant au nom de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, reconnaît que le Département des opérations de maintien de la paix a accompli des progrès considérables en ce qui concerne l'organisation et la gestion des opérations de maintien de la paix. L'un des exemples les plus frappants des changements en cours réside dans l'existence même d'un groupe avancé de l'ONU au Soudan qui prépare le terrain pour une éventuelle opération de maintien de la paix à l'appui du processus de paix dans ce pays. Ce fait montre de manière convaincante qu'une nouvelle méthode de planification des opérations de maintien de la paix est devenue une réalité. Dans le même temps, d'autres faits – l'instabilité continue dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, les violations massives des droits de l'homme à Darfour, les troubles continus en Haïti et l'absence de sécurité en Iraq – illustrent l'existence continue de problèmes. Les États

Membres doivent aider à résoudre ces problèmes, car tous les pays contribuent d'une manière ou d'une autre aux activités de maintien de la paix de l'Organisation et tirent parti du rétablissement de la paix. Par conséquent, ils ont intérêt à protéger leur investissement et à maintenir l'élan donné par la mise en oeuvre des recommandations du Groupe Brahimi.

57. Dans cette optique, l'Organisation fait face à quatre grands problèmes en matière de maintien de la paix : premièrement, à l'accroissement rapide du nombre des opérations; deuxièmement, à la nécessité d'obtenir l'appui des États Membres aux recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur le système destiné à assurer la sécurité au sein de l'ONU; troisièmement, au fait que l'ONU et les États Membres doivent continuer à accorder une grande attention aux cas d'exploitation sexuelle dans le contexte des opérations en faveur de la paix; et quatrièmement, à l'adoption d'une approche globale et uniforme aux opérations de maintien de la paix.

58. S'agissant de l'augmentation rapide du nombre des opérations, on suppose généralement qu'il s'agit d'un phénomène temporaire. Toutefois, il est probable que l'ampleur actuelle des activités de maintien de la paix de l'ONU ne diminuera pas, alors que les autres fonctions des forces armées nationales demeurent stables ou augmentent. Dans ces conditions, l'ONU doit faire preuve de créativité et de souplesse. Ainsi, l'élargissement du partenariat avec les organisations régionales et les accords multilatéraux produit des effets manifestes, comme le montre l'exemple de la coopération ces dernières années avec des organisations comme la CEDEAO, l'OTAN, l'OSCE, l'Union européenne et l'Union africaine.

59. Une autre innovation réside dans la constitution d'une brigade d'intervention rapide de l'ONU ouverte à la participation de tous les États Membres, qui a déjà démontré son utilité en Éthiopie, en Érythrée, en Côte d'Ivoire et au Libéria, ainsi que dans le contexte du groupe avancé de l'ONU au Soudan. La délégation de l'orateur pense que la tendance à l'utilisation plus dynamique de cette brigade se conservera.

60. Mais alors que le développement des partenariats constitue un moyen important d'améliorer l'efficacité des opérations, à lui seul il est insuffisant. Comme la tendance à l'augmentation du nombre des opérations de l'ONU risque de continuer, la communauté

internationale doit déterminer si le Secrétariat de l'ONU dispose des ressources nécessaires pour gérer 60 000 hommes déployés dans 17 missions dans le monde entier. La demande de services du Département des opérations de maintien de la paix ne dépasse-t-elle pas les possibilités de celui-ci? Est-il en mesure d'accomplir comme il se doit des tâches complexes dont le chargent les États Membres? Le Département, mais aussi les États Membres, sont-ils à même de répondre à la prochaine crise d'envergure ou d'organiser une nouvelle mission d'une grande ampleur?

61. La crise que l'ONU a confrontée au milieu des années 90 oblige à envisager la possibilité que l'augmentation actuelle du personnel et des ressources puisse s'avérer insuffisante. Cela ne constitue pas une critique à l'adresse du Département qui travaille souvent dans des conditions difficiles. Toutefois, au lieu de demander une analyse des ressources nécessaires au Département au moment actuel, qui exige beaucoup de travail, la délégation de l'orateur pense qu'il faudrait donner à celui-ci la possibilité d'élargir rapidement son personnel et de le placer sur une base contractuelle stable, sinon il ne sera pas en mesure de mener à bien la mission dont on le charge. Par ailleurs, il faut également exiger que le Département travaille de manière complètement transparente et qu'il rende compte de l'utilisation de ses mécanismes.

62. En outre, face à l'apparition d'une situation de crise potentielle pour laquelle il est raisonnable de prévoir une participation éventuelle de l'ONU, il faut utiliser des moyens tels que les missions avancées, la nomination de représentants spéciaux du Secrétaire général, de commandants des forces et de personnel de planification des missions, afin de créer les conditions nécessaires au commencement opportun de la planification opérationnelle. Pour résoudre ces problèmes, on ne saurait surestimer l'importance de la continuation et du renforcement du dialogue entre les pays fournissant des contingents et le Conseil de sécurité.

63. Des mesures destinées à assurer la sécurité de leur personnel figurent parmi les principales conditions préalables au déploiement des opérations de maintien de la paix de l'ONU. À ce propos, l'orateur se félicite du récent rapport du Secrétaire général sur le renforcement du système de sécurité au sein de l'Organisation. Il faut donner à celle-ci les ressources

nécessaires à l'application des recommandations formulées dans ce rapport. Les trois pays au nom desquels l'orateur a l'honneur de parler appuient pleinement les principales conclusions du rapport. Dans le même temps, il faut garantir l'utilisation appropriée des ressources additionnelles. L'orateur s'attend à ce que le Secrétaire général adjoint informe les pays si l'Organisation change son appréciation des conditions de sécurité dans laquelle elle travaille, et assure le Secrétariat que les États Membres seront prêts à réagir comme il se doit à cette information.

64. Pour améliorer le niveau de sécurité du personnel, il faut non seulement augmenter les ressources, mais aussi faire preuve de la volonté politique nécessaire. Le meilleur moyen de démontrer la volonté de protéger le personnel de l'ONU consiste à s'associer aux États qui ont adhéré à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. L'orateur y invite en particulier les États Membres qui accueillent des missions de l'Organisation. Par ailleurs, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande militent en faveur de l'extension de la portée de la protection juridique du personnel des Nations Unies et du personnel associé grâce à l'adoption d'un nouvel instrument juridique international.

65. Il faut accorder une attention particulière à ce que tous ceux qui participent à des opérations de maintien de la paix de l'ONU répondent aux normes les plus élevées d'éthique et de discipline. Rien ne ternit davantage la réputation du personnel de ces opérations que l'exploitation sexuelle qui constitue un phénomène inacceptable et doit entraîner des conséquences dans chaque cas concret.

66. Dans son rapport au Conseil de sécurité, intitulé « Les femmes, la paix et la sécurité » (S/2004/814), le Secrétaire général réaffirme sa conviction que l'exploitation sexuelle et les abus sexuels constituent un comportement tout à fait inacceptable et sa volonté d'appliquer pleinement les mesures spéciales énoncées dans son bulletin ST/SGB/2003/13. Toutefois, comme le signale Secrétaire général, l'obligation de combattre ces phénomènes incombe au même degré aux États Membres, aux organisations intergouvernementales et régionales, ainsi qu'aux organisations internationales et nationales d'assistance et aux organismes de la société civile. Comme il est signalé dans le rapport susmentionné du Secrétaire général, le Département des opérations de maintien de la paix a accompli des

progrès réels à cet égard, mais beaucoup reste encore à faire. Aussi bien le Département que les États Membres doivent faire preuve de vigilance et être prêts à prendre des mesures décisives.

67. En particulier, le Département doit créer les conditions permettant de procéder à des enquêtes intenses sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels non seulement pour identifier les coupables, mais aussi pour permettre aux États Membres d'intenter contre eux des poursuites judiciaires sur la base des preuves recueillies par le Département. Les mesures destinées à intégrer la problématique de l'égalité entre les sexes dans toutes les opérations de l'ONU jouent un rôle important dans la lutte contre l'exploitation sexuelle, et l'orateur attend avec intérêt des rapports sur les progrès accomplis dans ce domaine et espère que l'on accordera une attention sérieuse à ce problème à l'occasion de la réunion d'information demandée dans le dernier rapport du Comité spécial sur les moyens d'améliorer le contrôle sur le comportement du personnel sur le terrain. Les trois pays au nom desquels parle l'orateur comptent que cette réunion d'information aura lieu à la prochaine session du Comité spécial. L'Organisation et les États Membres doivent veiller à l'introduction de mesures disciplinaires effectives, justes et cohérentes à l'égard de tous les membres du personnel des opérations. À cette fin, ils doivent s'entendre sur des règles et procédures disciplinaires, y compris celles qui gouvernent des enquêtes sur tout incident, la transparence de l'information, son échange et sa divulgation.

68. Il est particulièrement important d'assurer, dans le cadre des opérations de maintien de la paix, un lien entre le développement, l'instauration de l'état de droit sous tous ses aspects, la mise en place d'une administration appropriée, y compris l'organisation d'élections démocratiques, et la planification des activités de maintien de la paix durant la période de la consolidation de la paix après les conflits. La pauvreté et les conflits sont interdépendants dans la plupart sinon la totalité des cas, et les mesures prises après l'achèvement des opérations de maintien de la paix sont tout aussi importantes que les opérations elles-mêmes. Dans ce contexte, pour garantir une planification efficace des missions, on doit se faire une idée précise en ce qui concerne la transition à la consolidation de la paix, ce qui exige que l'on associe le plus rapidement possible à ces activités des

institutions et organismes bilatéraux et multilatéraux chargés des questions de développement. Il est indispensable d'instaurer une interaction et une coopération globales dans ce domaine entre les institutions spécialisées, les fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les institutions de Bretton Woods, les donateurs internationaux et les organisations humanitaires.

69. On ne peut pas surestimer non plus l'importance qu'il y a à rétablir l'état de droit dans la zone d'activité des missions en tant que condition préalable à l'achèvement de celles-ci. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande se félicitent du rapport du Secrétaire général (S/2004/616) qui contient des informations récentes sur l'expérience accumulée et formule des recommandations importantes concernant les approches de l'ONU aux questions relatives à l'état de droit et à l'administration de la justice pendant la période de transition.

70. Il faut également régler deux questions d'ordre technique. La première concerne l'élaboration de modules de formation normalisés destinés à améliorer le niveau de préparation du personnel militaire national en vue de son déploiement dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. L'introduction de ces modules facilitera la formation non seulement du personnel de l'ONU elle-même, mais également celui des États Membres, sans oublier leur représentants à New York. La deuxième question est la suivante : le Département des opérations de maintien de la paix n'ignore pas que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande continuent de s'inquiéter de la discrimination existant quant à la rémunération des officiers d'état-major travaillant dans le cadre des missions de l'ONU par rapport à celle des observateurs militaires. Ils proposent, à titre temporaire, d'assimiler les premiers aux observateurs militaires en attendant une décision tendant à les inclure dans une autre catégorie. L'amélioration du moral des officiers d'état-major et, partant, de l'efficacité des missions l'emporte de loin sur toute augmentation des dépenses des missions, et ces trois pays sont disposés à poursuivre un dialogue constructif sur cette question avec le Département.

71. **M. van den Berg** (Pays-Bas), parlant au nom de l'Union européenne, fait une déclaration à laquelle s'associent les pays candidats (Bulgarie, Croatie, Roumanie et Turquie) participant aux processus de stabilisation et d'association et les candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République

yugoslave de Macédoine, Serbie-et-Monténégro) ainsi que la Norvège, pays membres de l'Association européenne de libre-échange et de l'espace économique européen. L'Union européenne a toujours soutenu pleinement les activités de maintien de la paix et a participé à des opérations de maintien de la paix et à des activités analogues dans différentes parties du monde, manifestant ainsi son attachement à la politique de l'ONU qui vise à maintenir la paix sur la planète. Les 25 pays membres de l'Union européenne contribuent plus de 36 % du budget ordinaire de l'Organisation, à peu près la moitié de l'ensemble des contributions volontaires aux fonds et programmes de l'ONU, et 40 % des ressources budgétaires des opérations de maintien de la paix. À l'heure actuelle, 50 000 militaires des pays de l'Union européenne oeuvrent dans des missions de maintien de la paix. À mesure de l'élargissement de l'Union européenne, son intégration s'approfondit et ses pays membres développent leur capacité militaire et civile de gestion des crises. L'augmentation rapide du nombre des opérations de maintien de la paix de l'ONU a été accompagnée du renforcement du partenariat stratégique entre l'Organisation et l'Union africaine, l'Union européenne et l'OTAN, ainsi qu'avec des organisations régionales et sous-régionales.

72. La coopération entre l'Union européenne et l'ONU se fonde sur l'attachement des pays européens à un système multilatéral efficace dont une ONU puissante constitue le noyau central. Dans le cadre de la Déclaration commune de l'Union européenne et de l'ONU sur la coopération en matière de règlement des crises, l'Union européenne s'emploie à élaborer le concept des groupes de combat et à développer plus avant la coopération avec l'ONU dans le contexte des opérations destinées à régler des crises civiles.

73. Face à l'augmentation récente de l'ampleur des opérations de maintien de la paix menées dans le monde, l'Union européenne concentre son attention sur quelques domaines prioritaires essentiels. Premièrement, elle attache la plus grande importance au renforcement de la protection et de la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé sur le terrain et se félicite des mesures prises par le Secrétaire général en vue d'une analyse approfondie du système de protection et de sécurité de ce personnel. L'Union européenne reconnaît qu'il faut élargir la capacité d'évaluation du niveau de sécurité et d'analyse des risques et menaces et note avec

satisfaction particulière comment l'Organisation entend aborder les questions relatives à la gestion des risques. L'Union européenne soutient les propositions connexes relatives au perfectionnement du système de sécurité de l'ONU, y compris l'ouverture des crédits nécessaires, et appuie fermement les efforts qui visent à rendre la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé plus efficace. Elle regrette que le modèle des groupes d'analyse unifiés créés dans le cadre des opérations de maintien de la paix ne fonctionne toujours pas pleinement.

74. S'agissant d'un autre domaine important, à savoir la coopération avec des organisations régionales, le potentiel de l'Union européenne a été utilisé pour toute une série d'opérations de maintien de la paix, et son partenariat avec l'ONU en matière de gestion des crises ne cesse de se développer et de s'approfondir. L'Union européenne se félicite également de l'instauration d'un partenariat entre l'ONU et d'autres organisations régionales et sous-régionales.

75. Pour ce qui est du troisième domaine important, qui concerne le renforcement de la capacité opérationnelle de l'Organisation, la multiplication des opérations de maintien de la paix a alourdi les responsabilités qui pèsent sur son personnel chargé de la planification et de la gestion. L'efficacité des quartiers généraux sur le terrain, en particulier au moment du déploiement de la mission, dépend dans une large mesure du niveau de préparation de leur personnel et de son travail harmonieux. L'Union européenne demande instamment que l'on utilise plus largement, aux premiers stades de toute opération, les quartiers généraux déjà existants, donnant ainsi au personnel du quartier général de l'ONU le temps de préparer et de planifier les activités et de déployer la mission dans son intégralité. L'Union européenne souhaite poursuivre avec les organisations intéressées le débat sur l'utilisation du potentiel des quartiers généraux existants. Un autre domaine dans lequel l'Union européenne souhaite développer sa coopération avec l'ONU est celui de la planification. Afin d'améliorer l'interaction entre le personnel de l'ONU, en particulier les militaires et les membres de la police civile, et la population locale, il faut s'attacher à recruter des candidats connaissant les langues nécessaires.

76. L'Union européenne a sensiblement augmenté le volume de l'assistance qu'elle apporte aux activités de maintien de la paix en Afrique. En mai 2004, un fonds

d'assistance à la paix en Afrique a commencé à fonctionner; il repose sur le principe de la responsabilité et de la solidarité des pays africains, et sur cette base il est prévu de développer une coopération dynamique entre l'Union européenne et l'Union africaine aux fins de la prévention des conflits sur le continent africain et de l'élimination de leurs conséquences. Des ressources d'un montant de 250 millions d'euros ont été affectées aux activités de maintien de la paix et de développement institutionnel en Afrique. À l'heure actuelle, l'Union européenne examine la possibilité de mobiliser d'autres ressources à sa disposition en vue d'accroître l'aide de l'Union européenne en faveur des initiatives africaines destinées à prévenir, à gérer et à régler les conflits sur ce continent. Un exemple frappant de la coopération entre l'Union européenne et l'Union africaine réside dans l'appui fourni à la Mission d'observation de l'Union africaine à Darfour, qui a bénéficié au départ d'un crédit de 12 millions d'euros. Par la suite, l'Union européenne a accepté de verser des fonds supplémentaires d'un montant de 80 millions d'euros. À ce propos, l'Union européenne est prête à continuer de faciliter l'élargissement des activités de cette mission et reconnaît le rôle exceptionnellement important joué par l'ONU à cet égard.

77. En ce qui concerne la consolidation de la paix dans le contexte des opérations de maintien de la paix, l'Union européenne considère que la planification et la réalisation des activités de consolidation de la paix font partie intégrante de la réalisation réussie des opérations de maintien de la paix dans une perspective à court terme et de l'instauration d'une paix durable et de la prévention des conflits à long terme. Les mesures de consolidation de la paix peuvent exercer une influence considérable sur la situation politique, sociale et économique aux premiers stades de l'activité des missions et doivent être prévues dans leur mandat dès le départ, en tenant compte des besoins de ces deux volets distincts. Trop souvent il n'existe pas de corrélation stratégique et opérationnelle entre la consolidation et le maintien de la paix. La planification stratégique et opérationnelle en matière de consolidation de la paix conduite par le Département des opérations de maintien de la paix et d'autres services du système des Nations Unies, ainsi que par des acteurs extérieurs laisse encore à désirer. Il faut accorder une plus grande attention à la définition des tâches que les partenaires de l'ONU doivent accomplir ensemble. Une planification globale efficace et des

dispositions financières appropriées – qui sont souvent insuffisantes – revêtent une importance exceptionnelle pour le succès des activités de consolidation de la paix. Il faut que les dispositions financières pour le domaine de la consolidation de la paix après les conflits soient prises en temps utile et plus prévisibles. Dans ce contexte, il est opportun d'analyser le rapport entre le volume des contributions mises en recouvrement et des contributions volontaires.

78. L'Union européenne réitère l'importance qu'il y a à adopter, pour les opérations de maintien de la paix, une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes. Bien que l'adoption de la résolution 1325 Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité ait permis de mieux connaître les problèmes qui se posent à cet égard, beaucoup reste encore à faire pour améliorer la situation des femmes pendant la période d'après conflit et pour intégrer plus complètement et plus équitablement les femmes dans les processus de négociation et de paix et dans l'activité des organes directeurs. Pourtant, les questions de parité ne sont pas prises en compte dans le domaine du contrôle et des rapports d'activité et les femmes sont toujours nettement sous-représentées dans les opérations de maintien de la paix, de même qu'au niveau des représentants spéciaux du Secrétaire général. L'Union européenne invite instamment le système des Nations Unies à démontrer dans la pratique son rôle d'avant-garde et son attachement à la prise en compte complète de la question de l'égalité entre les sexes.

79. L'élargissement rapide des activités de maintien de la paix soulève, en particulier, la question de savoir quel doit être le degré de coopération entre les missions de l'ONU déployées dans la même région. Cette coopération doit être encouragée, et il faut examiner plus avant les possibilités d'interaction entre des missions voisines.

80. L'Union européenne voudrait discuter avec les autres États Membres et le Secrétariat des moyens d'assurer un échange d'informations plus cohérent sur l'application des recommandations du Comité spécial au cours de l'année et d'utiliser les résultats des discussions à la Quatrième Commission en quelque sorte en tant qu'examen à moyen terme et, à cette fin, il faudrait revoir la présentation du rapport du Comité spécial en vue d'établir une distinction nette entre les tâches prioritaires à court terme et à long terme.

81. **M. Zhanibekov** (Kazakhstan), remerciant le Secrétaire général pour son rapport et le Secrétaire général adjoint, M. Guéhenno, pour son exposé circonstancié sur les activités de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix, dit que face à l'ampleur et à la sauvagerie croissante du terrorisme international, à la criminalité organisée, à des conflits armés interminables, à la dégradation continue de l'environnement, à l'extension de la pauvreté et des maladies, les opérations de maintien de la paix de l'ONU demeurent un moyen efficace de gérer les crises mondiales et régionales et d'assurer la sécurité internationale et régionale. Le Kazakhstan soutient pleinement les activités de maintien de la paix de l'Organisation et le renforcement de son potentiel en la matière et, ayant réglé au début de l'année la totalité de ses dettes à l'égard du budget de ces opérations, entend désormais respecter régulièrement ses obligations financières.

82. Les mesures proposées par le Secrétaire général en vue d'assurer une approche intégrée, coordonnée et globale aux situations de conflit tiennent compte pleinement de la nature complexe et difficile des nouveaux conflits, qui exigent tout d'abord des mesures préventives de la part de l'ONU. Ces mesures, la consolidation de la paix et les efforts visant à protéger la population civile dans les conflits armés sont des éléments importants de la réaction de l'ONU face aux crises. Le Kazakhstan préconise le renforcement du rôle de la diplomatie préventive et considère que l'idée de créer un centre de diplomatie préventive de l'ONU en Asie centrale demeure d'actualité. L'ONU doit accorder une attention particulière à la possibilité d'élargir la participation des organisations régionales et sous-régionales aux opérations de maintien de la paix afin qu'elles puissent réagir plus rapidement et plus efficacement aux nouvelles menaces. La délégation de l'orateur pense comme le Secrétaire général que l'efficacité et le succès des opérations de maintien de la paix dépendent de la réalisation des approches régionales globales au règlement des problèmes de nature transnationale et à la gestion de leurs conséquences.

83. Devant l'instabilité de la situation internationale, les questions relatives à la sécurité du personnel prennent une grande importance, eu égard en particulier aux menaces croissantes qui pèsent sur le personnel civil des missions de l'ONU. La délégation de l'orateur soutient les activités du Secrétariat et du

Département des opérations de maintien de la paix destinées à renforcer les mesures de protection et à améliorer la planification des opérations grâce à l'unification des efforts des différentes institutions, fonds et programmes des Nations Unies, et juge positives les mesures prises en vue de l'élargissement de la portée du système des forces et moyens en attente. En octobre 2003, le Kazakhstan a signé un mémorandum d'accord avec l'ONU relatif à sa contribution aux mesures préparatoires de celle-ci, et il est prêt dès à présent à fournir du personnel, des véhicules blindés et des moyens de transport pour des opérations de maintien de la paix, et souhaite également participer activement au système des achats pour ces opérations. À ce jour, aucune des nombreuses candidatures à des vacances au Département présentées par des nationaux du Kazakhstan, dont certains ont l'expérience des opérations de maintien de la paix et ont suivi des stages de formation de l'ONU, n'a été retenue. À ce propos, le Kazakhstan considère qu'il faut améliorer l'efficacité des activités du Département en faveur d'une coopération plus étroite avec les États Membres en matière de formation et d'utilisation de leur personnel de maintien de la paix.

84. La délégation de l'orateur note avec satisfaction que l'on comprend de mieux en mieux la place et le rôle des femmes dans le rétablissement et le maintien de la paix, et considère que leur participation complète sur un pied d'égalité à tous les niveaux de la prise de décisions dans les processus de paix doit faire partie intégrante des opérations de maintien et de consolidation de la paix. Pour terminer, l'orateur souligne que le Kazakhstan demeure fermement engagé en faveur des activités de maintien de la paix et qu'il poursuivra ses efforts en faveur du renforcement du potentiel de l'Organisation dans ce domaine.

85. **M. Strømmen** (Norvège) remercie le personnel du Département des opérations de maintien de la paix – au Siège et sur le terrain – pour les efforts inlassables qu'il déploie en conduisant les opérations de maintien de la paix actuelles et en planifiant des opérations futures. De l'avis de la délégation norvégienne, il convient avant tout de se pencher sur six questions essentielles : la coopération interne institutionnelle dans l'organisation des opérations de maintien de la paix; les défis posés par le concept des missions complexes; la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé et des civils dans la zone d'opération des missions; la réforme du secteur de

sécurité en tant qu'élément essentiel de la stratégie de consolidation de la paix; les besoins en personnel civil qualifié; et la nécessité continue de lutter contre le VIH/sida dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

86. La délégation norvégienne se félicite du renforcement de la coopération entre l'ONU, d'une part, et l'Union européenne et l'OTAN, de l'autre, aux fins du renforcement du potentiel mondial en matière de maintien de la paix. La coopération efficace entre différentes organisations participant à de telles opérations est cruciale pour l'utilisation optimale des ressources. Le rôle de premier plan joué par l'Union africaine à Darfour constitue l'un des derniers exemples de l'importance croissante de la participation des organisations régionales.

87. La délégation norvégienne espère que les plans d'organisation d'une mission de l'ONU au Soudan se concrétiseront dans un proche avenir et que cela permettra de mettre un terme à l'un des conflits les plus longs sur le continent africain. La Mission des Nations Unies au Soudan devra régler toute la gamme des questions inhérentes aux opérations pluridimensionnelles et complexes.

88. La coordination et l'interaction sont des principes fondamentaux de toute opération de l'ONU. Beaucoup a déjà été accompli en ce qui concerne les mesures destinées à appliquer les recommandations formulées dans le rapport Brahimi. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité de la planification interinstitutions, tant au Siège que sur le terrain. Il faut accorder une attention particulière aux aspects des opérations qui concernent le développement économique. Il y a lieu de se féliciter du dialogue instauré à cet égard entre le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Groupe des Nations Unies pour le développement. La délégation norvégienne attend avec intérêt la possibilité de prendre connaissance des résultats de l'étude commune du groupe de travail élargi du Comité exécutif pour les questions humanitaires consacrée au rapport entre les opérations de maintien de la paix, les activités humanitaires et les activités de développement. Ces questions fondamentales ont été examinées à un séminaire destiné aux cadres supérieurs du système des Nations Unies tenu en Norvège en 2004, et dont les résultats doivent être pris en compte lors de

l'élaboration future des modules de formation générique normalisés.

89. Le problème de la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé continue de soulever de vives préoccupations. La délégation norvégienne se félicite de la proposition du Secrétaire général tendant à créer une nouvelle structure pour les questions de sécurité. L'une des principales tâches de toute opération de maintien de la paix doit être de créer les conditions de sécurité nécessaires à la consolidation de la paix. Cette tâche doit être dûment prise en compte aussi bien dans les mandats des missions que dans l'affectation des ressources nécessaires. L'objectif le plus important de toute mission consiste à restructurer et à réformer les forces armées, la police et l'administration de la justice, ainsi qu'à démobiliser, désarmer et réintégrer les anciens combattants. Il faut accorder également une plus grande attention aux problèmes posés par accumulation excessive et la prolifération des armes légères, notamment dans les zones exposées à des conflits. Il faut espérer que le renforcement du contrôle sur les armes grâce à l'adoption d'un instrument ayant force de loi aidera le personnel des futures opérations à exercer ses fonctions.

90. Les besoins en personnel sont un thème constant dans toute discussion sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Consciente des besoins croissants en personnel civil qualifié, notamment de membres de la police civile et d'autres composantes de l'administration de la justice, la Norvège apporte depuis une dizaine d'années une assistance à cet égard dans le cadre de son programme de formation du personnel de maintien de la paix pour l'Afrique australe. On vient de décider d'étendre ce programme à l'Afrique occidentale dans le cadre des efforts en faveur du renforcement de la capacité des pays africains à conduire des opérations en faveur de la paix.

91. En mars 2004, la Norvège a créé une réserve de gestion des crises afin de pouvoir proposer son aide en ce qui concerne le renforcement du système judiciaire de pays faisant face aux conséquences des conflits ainsi qu'aux pays en période de transition. Cette réserve est composée de juges, de procureurs, de juristes et de personnel pénitentiaire. La Norvège s'efforce de faire en sorte que 1 % des forces de police norvégiennes soit à même de travailler dans d'autres pays. Elle aide également, avec l'approbation de

l'ONU, à former le personnel d'autres pays qui préparent les membres de leur police et leurs militaires à participer à des opérations de maintien de la paix, ce qui facilitera la constitution d'une réserve mondiale de ressources pour des opérations de paix.

92. En concluant son intervention, l'orateur appelle l'attention sur le problème posé par le VIH/sida et fait observer que dans le dernier rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, celui-ci exprime sa vive inquiétude à l'égard de l'état de santé du personnel des opérations et de la population locale. Le sida est une maladie mortelle mais peut être prévenue, et tous les États ont la responsabilité spéciale de prendre des mesures actives pour lutter contre cette épidémie. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) doivent faciliter la tâche du personnel des opérations en élaborant des modules d'information et de prévention pour la formation de ce dernier, et l'orateur espère que ce matériel sera largement utilisé.

93. **M. Ayafor** (Cameroun) dit que les besoins en opérations de maintien de la paix de l'ONU ont augmenté nettement au cours des dernières années. Cette tendance donne de l'espoir aux peuples des pays souffrant de conflits armés, mais pose dans le même temps de nouveaux problèmes à l'Organisation. L'application des recommandations formulées dans le rapport Brahimi a permis au Département des opérations de maintien de la paix d'obtenir des progrès considérables en ce qui concerne l'amélioration des aspects conceptuel, opérationnel et stratégique des opérations de maintien de la paix. Toutefois, beaucoup reste encore à faire, notamment pour accroître l'efficacité des opérations. À ce propos, la délégation camerounaise s'associe à la déclaration faite par le représentant du Maroc au nom des pays non alignés.

94. La demande croissante d'opérations de maintien de la paix exige que les États Membres fassent preuve d'une volonté politique et d'une solidarité accrues. L'augmentation du nombre des missions a également augmenté leurs besoins financiers. Selon les estimations du Secrétariat, d'ici à la fin de l'année 2004, l'entretien des missions existantes et le financement des nouvelles missions exigeront des ressources supplémentaires d'un montant d'environ un milliard de dollars. Les États Membres, et en particulier les pays qui disposent du potentiel nécessaire pour appuyer des opérations de maintien de

la paix, doivent redoubler d'efforts afin que l'Organisation puisse accomplir les tâches qu'elle affronte dans ce domaine. Ils pourraient également envisager la possibilité de fournir des contingents militaires supplémentaires.

95. Non seulement le nombre, mais aussi la complexité des opérations a augmenté, ce qui oblige l'ONU à renforcer constamment son potentiel de maintien de la paix. De l'avis de la délégation camerounaise, cette circonstance exige l'amélioration de l'interaction entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournissant des contingents, en particulier pour préciser les mandats, améliorer la planification et modifier le caractère des opérations de maintien de la paix, de même que leur évaluation. Il est important que l'Organisation adopte une approche globale et complexe à la conduite des opérations. Il faut faire un meilleur emploi des possibilités non seulement du Département des opérations de maintien de la paix, dont le travail a sensiblement augmenté et est devenu plus compliqué, mais aussi de celles des institutions, fonds et programmes des Nations Unies et de la société civile. Il faut également maîtriser mieux les événements sur le terrain, notamment en ce qui concerne la défense des droits de l'homme, la prise en compte des sexospécificités, l'amélioration de la situation des enfants et des autres groupes vulnérables de la population et la réconciliation des parties au conflit. Dans ce contexte, il est nécessaire de réexaminer la fonction de coordination exercée par les représentants du Secrétaire général afin qu'ils puissent jouer leur rôle avec une plus grande efficacité.

96. La délégation camerounaise attache une importance particulière aux activités du Département des opérations de maintien de la paix en matière de formation du personnel envoyé sur le terrain. Elle se félicite de la création d'un groupe consultatif pour les questions de formation, ainsi que de la transformation des groupes pour les questions de formation en centres de formation du personnel.

97. L'ONU ne doit jamais perdre de vue qu'elle doit toujours être prête à déployer rapidement une opération, car cette capacité permet de prévenir l'extension des conflits. Il va de soi que cela exige que les décisions puissent être prises rapidement, que le Conseil de sécurité adopte le mandat sans tarder et que l'on dispose des ressources nécessaires. Le Département doit continuer à s'inspirer des leçons de la crise au Libéria en 2003 et les appliquer en

particulier aux opérations au Burundi et au Soudan. Malheureusement, le déploiement est souvent ralenti en raison de l'absence du matériel et du personnel qualifié nécessaires, notamment chez les contingents fournis par les pays en développement. La délégation de l'orateur propose au Secrétariat d'intensifier la recherche de solutions à ce problème en utilisant les accords bilatéraux à cet effet.

98. Le personnel des opérations de maintien de la paix continue à être la cible des adversaires du rétablissement de la paix. La délégation camerounaise demande instamment à l'ONU d'améliorer la collecte des informations du renseignement afin de prévenir des attaques contre son personnel. À ce propos, il faut répondre rapidement à la demande du Secrétaire général de créer un groupe chargé des questions de sécurité au sein du Département des opérations de maintien de la paix et de nommer un coordonnateur permanent pour ces questions.

99. La délégation camerounaise se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général et plusieurs pays en faveur du renforcement de la capacité des pays africains à conduire des opérations de maintien de la paix. À ce propos, il faut espérer que la coopération fructueuse entre les organisations régionales et l'ONU sera renforcée.

100. Le Cameroun participe de plus en plus activement aux opérations de maintien de la paix dans diverses régions de la planète. Les dernières années, des membres de sa police ont participé à des missions de l'ONU au Kosovo, en Côte d'Ivoire et en Haïti, et ses observateurs militaires font partie de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo et de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Répondant à la demande de l'ONU, le Cameroun prévoit d'envoyer une unité militaire de 50 personnes auprès de la mission en Haïti, et il se tient prêt à élargir sa coopération avec l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix. À cette fin, l'École nationale supérieure de police, située à Yaoundé, est prête à accueillir des stagiaires d'autres pays en vue de leur formation professionnelle et à organiser des séminaires à l'intention de membres francophones de la police civile, qui manquent actuellement à l'Organisation.

101. **M. Fuenmayor** (Venezuela) dit que les opérations de maintien de la paix doivent être un moyen efficace de mettre en oeuvre les dispositions de la Charte. Elles doivent être réalisées conformément

aux principes de consentement des parties, de l'impartialité et de non-recours à la force sauf en cas de légitime défense. En outre, il faut adopter des mandats clairs et affecter les ressources financières nécessaires.

102. Le Venezuela préconise la prévention des conflits grâce à la solution des problèmes graves qui suscitent de l'instabilité et des situations de conflit. Toutes les décisions relatives aux opérations de maintien de la paix doivent être conformes aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, à savoir le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'autodétermination des peuples. C'est sur ces bases que repose la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, dont le préambule énonce l'obligation de faciliter le règlement pacifique des problèmes entre les pays et la promotion de l'intégration des pays de l'Amérique latine conformément aux principes de la non-ingérence et de l'autodétermination des peuples.

103. Il faut s'arrêter en particulier sur l'opération de maintien de la paix en cours en Haïti. Le Venezuela est favorable à une assistance humanitaire dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, étant entendu qu'elle doit être fournie en l'absence de tout intermédiaire ayant des intérêts politiques.

104. **M. Hassan** (Jordanie) dit que beaucoup reste encore à faire pour dynamiser les efforts collectifs en matière de maintien de la paix. La Jordanie s'est associée à l'Allemagne et à la Finlande pour élaborer un document de travail contenant plusieurs variantes à l'intention du Secrétariat.

105. Il est nécessaire d'améliorer la coordination lors de la répartition du fardeau que constitue la réalisation des opérations de maintien de la paix. Les membres du Conseil de sécurité doivent participer plus activement aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. S'agissant de la sécurité, l'ONU doit veiller à la satisfaction des besoins en information. Le problème posé par les violations du code de conduite et les mesures disciplinaires revêtent également une importance exceptionnelle.

106. La délégation jordanienne engage tous les États Membres à verser les contributions mises en recouvrement intégralement, ponctuellement et sans conditions, conformément à l'obligation énoncée à l'Article 17 de la Charte. Depuis de nombreuses

années, la Jordanie participe activement au déminage et a achevé la destruction de tous ses stocks de mines. Il est important que les pays donateurs et les organisations et institutions compétentes continuent à fournir une assistance financière et technique pour ces activités.

107. **M. Stritt** (Suisse) dit que le nombre des opérations de maintien de la paix conduites avec la participation de troupes de l'ONU a nettement augmenté, notamment en Afrique. Cela témoigne de la confiance accordée aux activités de maintien de la paix de l'Organisation. Il faut s'employer à élargir ces activités sur la base des recommandations formulées dans le rapport Brahimi et en tirant parti de l'expérience accumulée. La Suisse apprécie hautement les efforts du Conseil de sécurité et du Secrétaire général en faveur de l'adaptation des mandats et de l'effectif des missions actuelles aux circonstances.

108. Les progrès accomplis quant à l'intégration des différentes composantes des missions ont une grande importance. La stratégie à long terme doit englober des mesures dans des domaines comme la création ou la refonte des institutions; la promotion des droits de l'homme; le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants; le retour des réfugiés et des personnes déplacées; et des efforts en faveur du relèvement de l'économie.

109. L'élargissement des fonctions des nouvelles opérations de maintien de la paix rend la coopération étroite entre les différentes organisations sur le terrain plus importante et exige une approche globale. En outre, il faut instaurer un dialogue entre les organisations humanitaires et les organisations chargées de la réalisation des opérations de maintien de la paix. À tous les stades des opérations, il faut observer les normes du droit international et du droit humanitaire. Cela vaut avant tout pour la formation professionnelle et la conduite du personnel.

110. Les événements récents au Kosovo, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo montrent qu'il faut progresser plus avant dans la mise en place des mécanismes d'alerte rapide. La population vivant dans les zones où se déroulent des opérations de l'ONU doit toujours être dûment informée des mandats de ces opérations.

111. Sur le plan national, la Suisse est en train d'exécuter des projets qui lui permettront de participer plus activement au déploiement d'unités militaires ou

d'accroître le nombre des observateurs militaires mis à disposition. En outre, elle renforce sa participation aux activités de formation professionnelle et mène un dialogue en vue de l'identification des secteurs pour lesquels elle peut fournir des spécialistes.

La séance est levée à 13 heures.